

Dettes trimestrielles de Maastricht des administrations publiques (APU) - troisième trimestre 2020

À la fin du troisième trimestre 2020, la dette publique s'établit à 2 674,3 Md€

Avertissements

Le calcul de la dette trimestrielle mobilisant des sources comptables moins complètes que celui des comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.

Pour une période donnée, la variation de la dette ne permet pas de déduire le déficit public. Pour passer de la variation de la dette brute au sens de Maastricht au déficit, il faut tenir compte de la variation des actifs financiers et des passifs exclus du périmètre de la dette de Maastricht, dont les primes et décotes à l'émission. En outre, le déficit public trimestriel publié par l'Insee est corrigé des variations saisonnières et de l'effet des jours ouvrables, ce qui n'est pas le cas de la dette trimestrielle.

Les contributions à la dette publique calculées pour les sous-secteurs des administrations publiques ou pour une entité en particulier excluent les dettes détenues par d'autres administrations publiques, la dette publique au sens de Maastricht étant consolidée.

Au troisième trimestre, la progression de la dette publique ralentit fortement après le pic enregistré au trimestre précédent

À la fin du troisième trimestre 2020, la dette publique de Maastricht s'établit à 2 674,3 Md€, soit 116,4 % du PIB. Après une augmentation de la dette publique sans précédent au deuxième trimestre 2020 (+199,9 Md€), la variation de ce trimestre (+36,1 Md€) est proche de celle du troisième trimestre 2019 (+39,6 Md€). La dette publique nette augmente plus modérément (+18,8 Md€) en raison de la nouvelle hausse de trésorerie de l'État et des administrations de sécurité sociale (+15,1 Md€ après +93,9 Md€ au trimestre précédent). Le niveau de trésorerie des administrations publiques reste très élevé et se justifie par des besoins de financement futurs liés notamment aux dispositifs de chômage partiel et de fonds de solidarité. La dette nette s'établit à 101,7 % du PIB.

L'augmentation de la dette des administrations publiques résulte principalement de celle de l'État

Au troisième trimestre 2020, la contribution de l'État à l'évolution de la dette s'établit à 35,7 Md€. L'État finance un déficit d'exécution budgétaire de 36,7 Md€, montant proche du déficit budgétaire enregistré au troisième trimestre 2019 (31,7 Md€). La progression de l'endettement de l'État s'accompagne d'une augmentation de sa trésorerie de 11,6 Md€. Cette hausse de la trésorerie s'explique en partie par les primes d'émissions de ce trimestre (10,0 Md€) résultant de conditions d'emprunt très avantageuses. Ces primes ne sont pas prises en compte dans la dette au sens de Maastricht. L'État s'endette principalement par l'émission de dettes négociables de long terme (+37,2 Md€) tandis qu'il diminue son encours de dettes négociables de court terme (-2,4 Md€).

Les dettes des administrations publiques locales et des administrations de sécurité sociale augmentent moins fortement

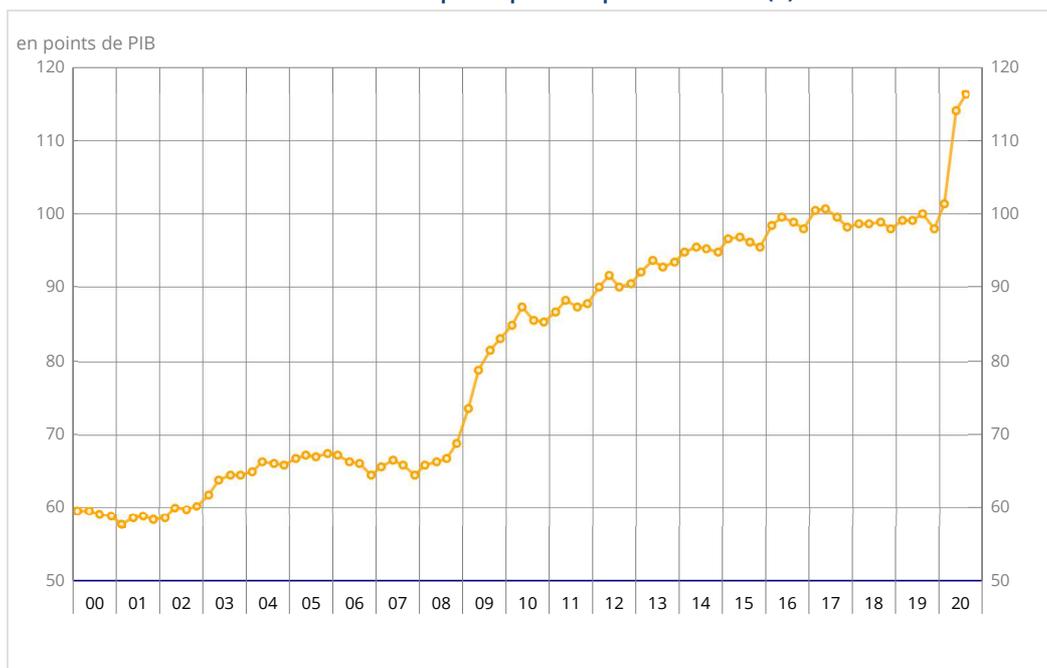
La contribution des administrations publiques locales (Apul) à la dette publique augmente légèrement (+0,2 Md€), car l'augmentation de la dette des régions (+1,1 Md€) est contrebalancée par la diminution de celle des communes (-0,8 Md€).

La dette des administrations de sécurité sociale (Asso) est quasiment stable (+0,4 Md€), après une augmentation de 84,9 Md€ au deuxième trimestre. D'une part certains organismes augmentent leur dette, comme la CNAF, qui accroît ses emprunts à court terme de +0,6 Md€ et la Cades qui s'endette de 2,2 Md€, après +7,6 Md€ au trimestre précédent. L'endettement de la Cades vise notamment à financer au deuxième semestre 2020 la CNAM et le Fonds de solidarité vieillesse. A l'inverse, certains organismes se désendettent : c'est le cas de l'Acoss (-1,6 Md€) ainsi que des hôpitaux et de l'Unédic (respectivement de -0,4 Md€ et -0,3 Md€). La trésorerie de l'ensemble des administrations de sécurité sociale augmente de 3,8 Md€ sous l'effet de la hausse de la trésorerie de l'Acoss (+4,6 Md€), alors que celle du FRR diminue (-1,7 Md€).

La dette des organismes divers d'administration centrale diminue au troisième trimestre

Au troisième trimestre 2020, la contribution des organismes divers d'administration centrale (Odac) à la dette diminue de 0,2 Md€ après une baisse de 1,1 Md€ au deuxième trimestre. SNCF Réseau diminue sa dette négociable de long terme de 0,3 Md€.

Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en points de PIB (*)



Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFiP, Banque de France

La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

(en milliards d'euros)

	2019T3	2019T4	2020T1	2020T2	2020T3
Ensemble des adm. publiques	2414,7	2380,0	2438,4	2638,3	2674,3
en point de PIB (*)	100,0%	98,1%	101,4%	114,0%	116,4%
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	1946,9	1911,8	1958,2	2071,6	2107,3
Organismes divers d'adm. centrale	65,8	64,9	64,8	63,7	63,5
Administrations publiques locales	205,9	210,3	213,6	216,3	216,5
Administrations de sécurité sociale	196,1	193,1	201,8	286,7	287,1
dont, par instrument :					
Dépôts	47,9	45,7	42,1	45,1	45,3
Titres négociables	2089,8	2054,0	2115,2	2311,2	2348,1
court terme	150,7	146,4	150,5	294,8	287,0
long terme	1939,1	1907,6	1964,7	2016,4	2061,2
Crédits	276,9	280,3	281,1	282,0	280,9
court terme	9,2	9,9	12,9	11,2	10,0
long terme	267,7	270,4	268,2	270,8	270,9

(*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFiP, Banque de France

Au troisième trimestre 2020, la dette publique nette augmente de 18,8 Md€

La dette nette des administrations publiques s'élève à 2 335,6 Md€, en hausse de 18,8 Md€, s'établissant à 101,7 % du PIB contre 100,3 % du PIB le trimestre précédent. Comme au deuxième trimestre, elle augmente moins fortement que la dette brute (écart de 17,3 Md€) en raison de la hausse de la trésorerie de l'État et des Asso (respectivement +11,6 Md€ et + 3,8 Md€ sur ce trimestre après +69,9 Md€ et +23,6 Md€ au trimestre précédent). Dans le cadre des investissements stratégiques du plan de relance, l'État souscrit pour 1,0 Md€ aux obligations vertes émises par EDF afin d'augmenter sa capacité de production d'énergies renouvelables d'ici 2030 (obligations dites OCEANes Vertes).

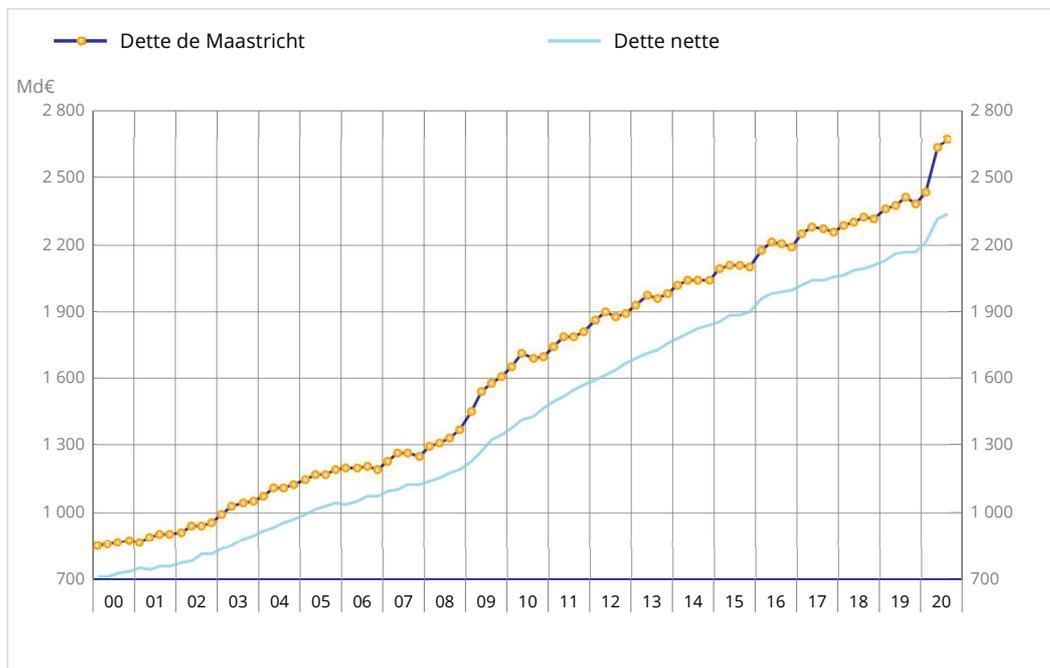
La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

(en milliards d'euros)

	2019T3	2019T4	2020T1	2020T2	2020T3
Ensemble des adm. publiques	2 170,7	2 168,3	2 214,0	2 316,8	2 335,6
dont :					
État	1 808,6	1 797,4	1 829,0	1 871,9	1 894,2
Organismes divers d'adm. centrale	51,2	51,4	53,2	51,8	51,6
Administrations publiques locales	193,2	197,6	200,7	203,1	203,0
Administrations de sécurité sociale	117,6	121,9	131,0	190,0	186,8

Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France

Dette au sens de Maastricht et dette nette



Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France

La valeur globale des détentions en actions cotées et en titres d'OPC diminuerait de nouveau après le rebond du deuxième trimestre

Au troisième trimestre 2020, la valeur totale des actions cotées et des titres d'organismes de placement collectif (OPC) détenus par les administrations publiques (APU) diminuerait de 4,9 Md€, pour atteindre 239,9 Md€ après s'être établi à 244,8 Md€ au deuxième trimestre. Cette baisse provient principalement de la vente de titres d'OPC de l'Unédic et de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (respectivement -3,4 Md€ et -0,5 Md€), tandis que la valeur des actions cotées serait stable.

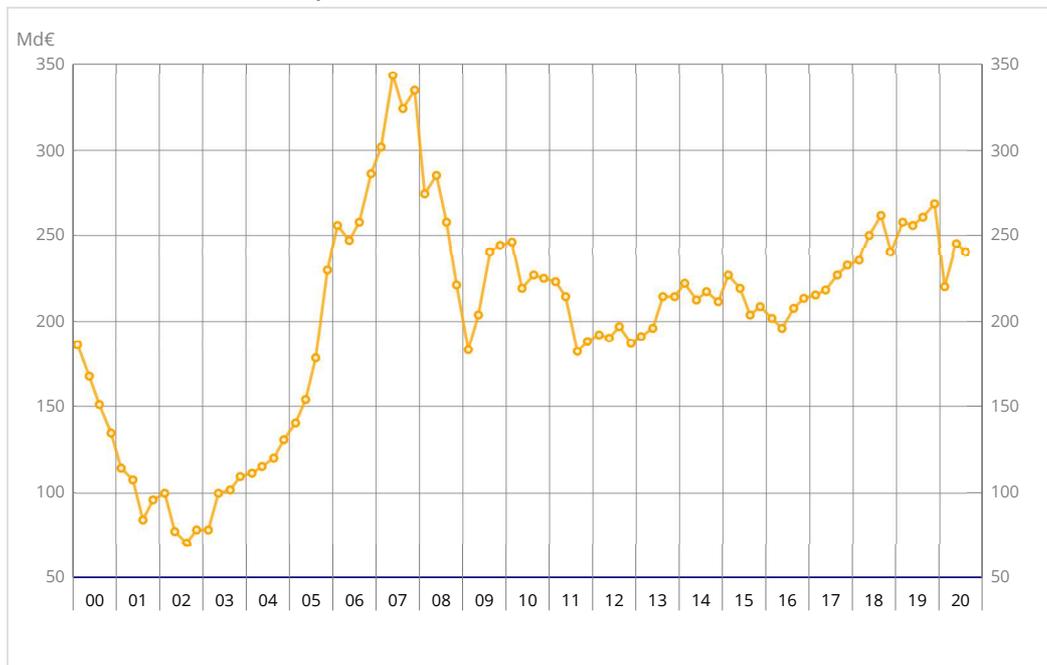
Les actions cotées et les OPC détenues par les administrations publiques

(en milliards d'euros)

	2019T3	2019T4	2020T1	2020T2	2020T3
Ensemble des adm. publiques	260,7	268,8	220,3	244,8	239,9
dont :					
État	67,3	66,8	51,0	56,6	58,4
Organismes divers d'adm. centrale	44,2	46,4	36,0	41,0	40,1
Administrations publiques locales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Administrations de sécurité sociale	149,1	155,5	133,2	147,1	141,3

Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France

Actions cotées et titres d'OPC détenus par les APU



Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFiP, Banque de France.

Pour en savoir plus

Au dernier trimestre, le produit intérieur brut (PIB) utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le PIB annuel en données brutes. Cette mesure n'a pas de strict équivalent en cours d'année ; elle est approximée par le cumul du PIB trimestriel en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) sur les quatre derniers trimestres connus.

Les données par sous-secteur institutionnel des administrations publiques qui figurent dans ce numéro d'Informations Rapides sont consolidées : sont exclus les passifs détenus par le même sous-secteur ainsi que ceux détenus par les autres sous-secteurs des administrations.

La méthodologie est disponible dans l'onglet « Documentation » de la présente page.

Prochaine publication : le 26 mars 2021 à 8h45

Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Suivez-nous aussi sur Twitter @InseeFr : twitter.com/InseeFr



Institut national de la statistique et des études économiques
88 avenue Verdier, 92541 Montrouge Cedex
Directeur de la publication : Jean-Luc Tavernier
ISSN 0151-1475